



Rue de la Charité 33 bte 2
BE-1210 Bruxelles
Liefdadigheidstraat 33 bus 2
BE-1210 Brussel

Tel 32 (0)2 287 18 11
Fax 32 (0)2 287 18 00

E-mail info@bbaa-bbav.be
Internet www.bbaa-bbav.be

CIRCULAIRE aux
ENTREPRISES MEMBRES DU BUREAU BELGE
DES ASSUREURS AUTOMOBILES

DIRECTION RC AUTO

Bruxelles, juillet 2015

Madame, Monsieur le Directeur,

Concerne : nomination d'un correspondant

Dans une nouvelle circulaire (083/2015), le Conseil des Bureaux (CoB) demande à chaque Bureau national de rappeler à ses membres ce qui suit :

Insurance undertakings are requested to make sure that they only nominate one and the same correspondent in a specific country, be it for the insurer's activities performed in the own Member State where they have their head office (the home Member State) or for the activities performed under Freedom to provide Services (FOS) or Freedom of Establishment (FOE) in another Member State (the host Member State).

Lorsqu'une entreprise d'assurances, en vertu des principes de la liberté de prestations de services ou de la liberté d'établissement, pratique la branche 10 dans d'autres états que celui où l'agrément a été obtenu, elle est obligée d'adhérer, comme membre, aux Bureaux nationaux de chacun des pays où les activités sont exercées.

Cette entreprise d'assurances a chaque fois la faculté de désigner un correspondant habilité à gérer les sinistres qui surviennent dans un autre état que celui du Bureau national dont l'entreprise est membre. La nomination du correspondant requiert l'approbation du Bureau national du pays de l'établissement du correspondant, donc celui du sinistre.

Il est demandé que ce correspondant **soit toujours le même**, quel que soit le pays du risque. Le Bureau national du pays où le correspondant est désigné vérifiera si le siège social de l'assureur confirme, dans un courrier, son accord avec la désignation du correspondant.

Exemple :

Une entreprise d'assurance a son siège social en Belgique, pays de l'agrément.
Elle assure des risques belges de la branche 10 et est donc membre du Bureau belge.
Elle désire assurer des risques de la branche 10 en Allemagne sur base du principe de la liberté de prestations de services. Elle est donc obligée de devenir membre du Bureau allemand également.

Pour gérer les sinistres qui vont survenir en France (p.ex.), l'entreprise a la faculté de désigner un correspondant dans ce pays. Elle a cette faculté, en tant que membre du Bureau belge, mais également en tant que membre du Bureau allemand.

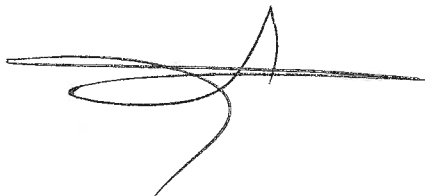
Il est demandé que ce correspondant ne diffère pas selon que le véhicule assuré est belge ou allemand.

Le Bureau français vérifiera si le siège belge a marqué son accord, dans un courrier, avec la désignation du correspondant en France, même s'il s'agit du correspondant de l'assureur en sa qualité de membre du Bureau allemand.

Nous vous prions d'agréer l'expression de nos sentiments distingués.

Johan MUYLDERMANS,

Sous-Directeur.



Catherine VAN HAUTE

Directeur Général



Annexe : circulaire 083/2015



Bureau Belge des Assureurs Automobiles - Belgisch Bureau van de Autoverzekeraars

Rue de la Charité 33 bte 2
BE-1210 Bruxelles
Liefdadigheidstraat 33 bus 2
BE-1210 Brussel

Tel 32 (0)2 287 18 11
Fax 32 (0)2 287 18 00

E-mail info@bbaa-bbav.be
Internet www.bbaa-bbav.be

CIRCULAIRE tot de
LEDEN ONDERNEMINGEN VAN HET
BELGISCH BUREAU VAN DE
AUTOVERZEKERAARS

DIRECTIE BA MOTORRIJTUIGEN

Brussel, juli 2015

Mevrouw, Mijnheer de Directeur

Betreft : aanduiding van een correspondent

In een nieuwe circulaire (o83/2015) vraagt de Council of Bureaux (CoB) aan ieder nationaal Bureau om zijn leden aan het volgende te herinneren:

Insurance undertakings are requested to make sure that they only nominate one and the same correspondent in a specific country, be it for the insurer's activities performed in the own Member State where they have their head office (the home Member State) or for the activities performed under Freedom to provide Services (FOS) or Freedom of Establishment (FOE) in another Member State (the host Member State).

Wanneer een verzekeringsonderneming, krachtens de principes van de vrijheid van dienstverlening of de vrijheid van vestiging, de tak 10 uitoefent in andere landen dan deze waar de erkenning werd bekomen, is zij verplicht als lid toe te treden tot het nationaal Bureau van ieder land waar de activiteiten worden uitgeoefend.

Deze verzekeringsonderneming heeft telkenmale de mogelijkheid een correspondent aan te duiden die de bevoegdheid heeft de schadegevallen te beheren die gebeuren in een ander land dan het land van het Bureau waarvan de onderneming lid is. De aanduiding van de correspondent vereist de goedkeuring van het nationaal Bureau van het land van vestiging van de correspondent, dus het land van ongeval.

Er wordt gevraagd dat de correspondent **steeds dezelfde** is en zulks ongeacht het land van het risico. Het nationaal Bureau van het land waar de correspondent wordt aangeduid, zal nagaan of de maatschappelijke zetel van de verzekeraar per brief akkoord gaat met de aanduiding.

Voorbeeld:

Een verzekeringsonderneming heeft haar maatschappelijke zetel in België, land van de erkenning.

Zij verzekert Belgische risico's van de tak 10 en is derhalve lid van het Belgisch Bureau.

Zij weest risico's van de tak 10 in Duitsland te verzekeren op basis van de vrije dienstverlening en is verplicht eveneens lid te worden van het Duits Bureau.

Om de schadegevallen te beheren die zullen gebeuren in Frankrijk (bvb.), heeft de onderneming de mogelijkheid een correspondent in dat land aan te duiden. Zij heeft deze mogelijkheid zowel als lid van het Belgisch Bureau als van het Duits Bureau.

Er wordt gevraagd dat deze correspondent niet verschillend zou zijn naargelang het verzekerd voertuig Belgisch dan wel Duits is.

Het Frans Bureau zal nagaan of de Belgische zetel, in een brief, akkoord gaat met de aanduiding van de correspondent in Frankrijk, ook wanneer het de correspondent betreft van de verzekeraar in zijn hoedanigheid van lid van het Duits Bureau.

Met de meeste hoogachting .

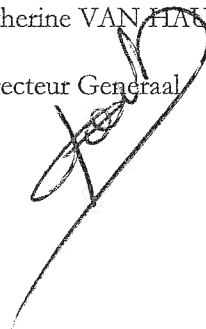
Johan MUYLDERMANS,

Onderdirecteur



Catherine VAN HAUTE

Directeur Generaal



Bijlage : circulaire 083/2015

Traduction non officielle du texte anglais

Désignation de correspondants par des assureurs opérant en vertu de la libre prestation de services ou de la liberté d'établissement

Lignes directrices

1. Note de synthèse

Conformément à la législation européenne, les entreprises d'assurance peuvent exercer leurs activités d'assurance dans l'État membre où le siège social est établi ainsi que dans d'autres États membres. Elles ont ce droit d'exercer leurs activités dans d'autres États membres que celui du siège social en vertu du régime de la liberté de prestations des services (LPS) ou de la liberté d'établissement (par le biais d'une succursale- LE).

Les assureurs RC Automobile peuvent désigner des correspondants dans les pays participant au système de la carte verte.

Conformément aux régimes LPS et LE, les assureurs RC automobile peuvent donc désigner des correspondants dans d'autres pays tant pour les activités réalisées dans leur propre État membre, que pour les activités exercées dans d'autres États membres, en vertu de la LPS ou de la LE.

Afin d'éviter toute confusion, le Conseil des bureaux demande aux assureurs de désigner un seul et unique correspondant, que ce soit dans le cadre des activités de l'assureur dans son propre État membre où le siège social est établi (« l'État membre d'origine ») ou dans le cadre des activités sur base de la LPS ou de la LE dans d'autres États membres (« l'État membre d'accueil »).

Le présent document explique les conséquences pratiques de ce principe pour les assureurs souhaitant désigner des correspondants dans les pays participant au système de la carte verte.

2. Libre prestation de services et liberté d'établissement

Conformément au droit européen, l'accès aux activités d'assurance est subordonné à l'obtention d'un agrément préalable, qui doit être accordé par une autorité de supervision d'un État membre. Cet agrément accordé pour une catégorie spécifique d'activités d'assurance est valable à l'échelle communautaire (tous les États membres).

Ainsi, un assureur ayant reçu l'agrément dans son propre État membre (l'État membre d'origine) pour la RC automobile (catégorie 10), peut offrir une assurance RC automobile dans un autre État membre (l'État membre d'accueil) ou dans d'autres États membres sur base :

- du droit d'établissement, donc de la liberté d'établissement (LE), ce qui signifie que les activités d'assurance sont réalisées par une succursale, située dans un État membre d'accueil. La succursale n'a pas de personnalité juridique distincte de l'entreprise d'assurances;

- de la liberté de fournir des services, donc la liberté de prestations de services, ce qui signifie que les activités sont réalisées dans l'État membre d'accueil directement à partir du siège social de l'entreprise d'assurance.

De cette manière, il est même possible qu'une entreprise d'assurance n'exerce pas ses activités d'assurance dans l'État membre d'origine et qu'elle soit simplement active en vertu de la LPS ou de la LE dans d'autres États membres (d'accueil).

3. Conséquences pour le système de la carte verte

La même législation européenne exige que les entreprises d'assurance exerçant des activités sur base de la LPS ou de la LE soient membres et participent au financement du Bureau national et du Fonds de garantie de l'État membre d'accueil.

Afin de protéger les victimes d'accidents, les entreprises d'assurance opérant sur base de la LPS ou de LE sont tenues de désigner un représentant, résidant ou établi sur le territoire de l'État membre d'accueil et qui sera investi de pouvoirs suffisants pour représenter l'entreprise d'assurance vis-à-vis des victimes d'accidents de la route. Dans un souci de clarté, il convient de faire une distinction entre la fonction de représentant dans ce contexte, et celle de *représentant chargé du règlement des sinistres* au sens de l'article 21 de la version codifiée de la directive concernant l'assurance de la responsabilité civile automobile (directive 2009/103/CE du 16 septembre 2009).

Certains États membres exigent que les entreprises d'assurance soient membres du Bureau national de cet État membre uniquement si l'assurance RC automobile est offerte dans cet État membre. De cette manière, il est possible qu'une entreprise d'assurance ayant reçu l'agrément dans l'État membre d'origine n'offre pas d'assurance RC automobile dans cet État membre d'origine mais qu'elle n'exerce des activités qu'en vertu de la LPS ou de la LE et ce, dans d'autres États membres. Il ne lui sera donc pas exigé d'être membre du Bureau national de l'État membre d'origine. Par contre elle devra nécessairement être un membre du Bureau national de l'État membre d'accueil.

En vertu du système de la carte verte, les assureurs RC automobile peuvent désigner des correspondants dans d'autres pays participant également au système de la carte verte. Cette désignation est possible non seulement pour les activités réalisées dans l'État membre d'origine mais également pour les activités réalisées dans les États membres d'accueil en vertu de la LPS ou de la LE.

4. Besoins de clarté / confusions à éviter

Le Conseil des bureaux souhaite accroître la transparence dans le domaine de la désignation des correspondants et éviter toute confusion à l'égard des victimes d'accidents de la route désireux de trouver le correspondant compétent d'un assureur dans le pays de survenance de l'accident. Afin d'atteindre cet objectif, le Conseil des bureaux demande aux entreprises d'assurance de désigner un seul et unique correspondant, que ce soit dans le cadre des activités en matière d'assurance RC automobile exercées dans l'État membre d'origine ou celles exercées dans l'État membre d'accueil sur base de la LPS ou de LE.

De cette manière, il est possible d'éviter qu'une entreprise d'assurance soit représentée par deux correspondants différents dans un même pays, selon que le véhicule ayant causé l'accident est assuré par une entreprise d'assurance active dans son État membre d'origine ou dans un autre État membre en vertu de la LPS ou de la LE.

Pour ces raisons, il est demandé aux entreprises d'assurance de désigner un seul et unique correspondant dans un pays, que ce soit dans le cadre des activités de l'assureur exercées dans son propre État membre du siège social (l'État membre d'origine) ou dans le cadre des activités exercées sur base du régime de la liberté de prestations de services (LPS) ou de la liberté d'établissement (LE) dans un autre État membre (l'État membre d'accueil).

5. Conséquences pour les aspects pratiques de la désignation de correspondants

Conformément à l'article 4, paragraphe 3, du règlement général « *seuls les bureaux, sur requête d'un de leurs membres, sont habilités à transmettre à un autre bureau la demande d'agrément d'un correspondant établi dans le pays de ce bureau* ».

Le Bureau national du pays de l'agrément du correspondant est le mieux placé pour veiller au respect de la règle selon laquelle un seul et unique correspondant peut être désigné dans son pays par un assureur (agissant dans son État membre d'origine ou dans un autre État membre en vertu de la LPS ou de la LE). Le Conseil des bureaux considère que ce Bureau national peut mieux contrôler ce principe que le Bureau national de l'État membre d'origine ou que le Bureau national de l'État membre d'accueil.

Le Bureau national de l'État membre d'origine est moins en mesure de surveiller cette règle parce que:

- dans l'esprit de l'article 4, paragraphe 3 du règlement général, la demande d'agrément d'un correspondant doit provenir du Bureau du pays dans lequel « les activités d'assurance sont exercées ». En cas d'activités d'assurance réalisées en vertu du régime de la LPS ou de la LE, il s'agit du Bureau de l'État membre d'accueil. Si nécessaire, ce Bureau agira comme Bureau garant en vertu des règles du système de la carte verte ;
- dans certains cas, l'entreprise d'assurance n'est active que dans d'autres États membres sur base de la LPS ou de la LE et elle n'exerce pas ses activités d'assurance RC automobile dans l'État membre d'origine. Puisque certains États membres exigent que les assureurs soient membres du Bureau uniquement s'il y a des activités d'assurance RC automobile dans l'État membre de ce Bureau, il est possible que le Bureau de l'État membre d'origine n'ait même pas de liens juridiques avec l'entreprise d'assurance, au cas où l'assureur n'est pas un de ces membres. Dans ce cas, le Bureau ne peut envoyer une demande de nomination d'un correspondant, car cela serait contraire à l'article 4, paragraphe 3 du règlement général, qui stipule que seul le Bureau dont l'assureur est membre peut envoyer cette demande.

Le Bureau national de l'État membre d'accueil est moins bien placé pour surveiller si cette règle a été respectée puisqu'il n'a pas connaissance des États membres où l'entreprise d'assurances exerce ses activités.

Comme le Bureau national du pays de l'agrément du correspondant est le mieux placé pour surveiller l'application de la règle, le Conseil de bureaux a pris la décision suivante en 2012:

La procédure suivante sera d'application si la désignation d'un correspondant est demandée:

Si un Bureau devant approuver la désignation d'un correspondant apprend que l'entreprise d'assurance, pour ses activités dans l'État membre d'origine ou celles de sa succursale ou sur base de la libre prestation de services, a déjà désigné un autre correspondant dans ce même pays, il refusera la dernière désignation en date et informera le Bureau ayant formulé cette dernière demande.

Le Bureau ainsi informé invitera son membre à se décider quant à la désignation d'un seul correspondant pour toutes les activités dans ledit pays.

Explication:

Les entreprises d'assurance peuvent exercer leurs activités dans d'autres pays que celui de leur État d'origine sur base de la liberté d'établissement (à travers une succursale) ou de la liberté de prestations de services (LPS). Dans les deux cas, l'entreprise d'assurance doit se faire membre du Bureau de l'État membre dans lequel les activités d'assurance sont exercées. Ni la succursale, ni l'activité en LPS ne constituent une entité légale dans ce pays. La seule entité légale est l'entreprise d'assurance. Il apparaît que seule l'entreprise d'assurance peut exiger la désignation d'un correspondant. Afin d'assurer la transparence à l'égard des victimes, tout assureur ne devrait pouvoir désigner qu'un seul et unique correspondant dans un autre pays.

Le bureau du pays où le correspondant est désigné est le mieux placé pour remarquer qu'une entreprise d'assurance propose de désigner un correspondant supplémentaire et pour agir en conséquence. C'est également dans son propre intérêt d'agir pour tenir compte de la situation des victimes.

Si cette situation se produit, le Bureau refusera la désignation d'un deuxième correspondant et informera le bureau qui a demandé cette désignation. Ce bureau contactera ensuite son membre et l'invitera à harmoniser, dans sa propre organisation, la désignation de ses correspondants.

Le texte de cette décision a été inséré dans le Commentaire du Règlement général, à l'article 4.1

6. Instructions pour les assureurs

Afin d'assurer le bon fonctionnement des règles établies ci-dessus, les assureurs sont tenus de se conformer aux instructions suivantes lorsqu'ils demandent l'agrément d'un correspondant:

- C'est au siège social de l'entreprise d'assurance qu'il revient de surveiller la désignation des correspondants. L'assureur est le mieux placé pour coordonner ce processus de désignation et de veiller à ce que l'agrément d'un seul correspondant par pays soit demandé;
- La demande d'agrément d'un correspondant doit être faite par le Bureau du pays où les activités sont exercées et pour lesquelles l'assureur souhaite désigner un correspondant, sachant que c'est ce Bureau qui agit en tant que Bureau garant. Ceci signifie:
 - ☞ Le Bureau de l'État membre d'origine pour les activités de l'assureur exercées dans l'État membre d'origine ;
 - ☞ Le Bureau de l'État membre d'accueil pour les activités de l'assureur exercées sur base de la LPS ou de la LE dans l'État membre d'accueil.
- Si la demande d'agrément d'un correspondant porte sur les activités d'un assureur opérant dans un État membre d'accueil sous la LPS ou de la LE, la demande devra être accompagnée d'une lettre du siège social de l'assureur dans l'État membre d'origine, approuvant ladite désignation. De cette manière, le Bureau qui accorde l'agrément a la certitude que le siège social est au courant de la désignation et que les désignations seront coordonnées.
- En cas de non-respect de la règle de désignation d'un correspondant unique, le Bureau du pays de l'accident (le Bureau qui gère le sinistre) est autorisé à se substituer au correspondant dans la gestion et le règlement d'une réclamation conformément à l'article 4, paragraphe 5 du règlement général.

Niet-officiële vertaling van de Engelse tekst

Benoeming van correspondenten door verzekeraars die actief zijn in het kader van de vrijheid van dienstverlening of de vrijheid van vestiging

Richtlijnen

1. Beknopte samenvatting

Volgens de Europese wetgeving kunnen verzekeringsondernemingen verzekeringsactiviteiten uitoefenen in hun eigen lidstaat waar zij hun hoofdkantoor hebben, evenals in andere lidstaten. In andere lidstaten dan die waar zij hun hoofdkantoor hebben, kunnen zij actief zijn in het kader van de vrijheid van dienstverlening (VDV) of de vrijheid van vestiging (door middel van een filiaal; VVV).

In het kader van het systeem van de groene kaart kunnen verzekeraars BA-motorrijtuigen (burgerlijke aansprakelijkheid) correspondenten benoemen in andere landen die deelnemen aan het systeem van de groene kaart.

Gelet op het VDV- en VVV-systeem kunnen verzekeraars BA-motorrijtuigen dus correspondenten benoemen in andere landen, zowel voor hun eigen activiteiten, die worden uitgeoefend in hun eigen lidstaat als voor hun activiteiten in andere lidstaten in het kader van de VDV of VVV.

Om verwarring te vermijden, draagt de Raad van Bureaus aan de verzekeraars BA-motorrijtuigen op om slechts één correspondent te benoemen in een bepaald land, zij het voor de activiteiten van de verzekeraar die worden uitgeoefend in de eigen lidstaat waar hij zijn hoofdkantoor heeft ("de lidstaat van herkomst") of voor de activiteiten die worden uitgeoefend in het kader van de VDV of VVV in een andere lidstaat ("de lidstaat van ontvangst").

In dit document worden de praktische gevolgen beschreven van dit principe voor verzekeraars die correspondenten willen benoemen in andere landen die deelnemen aan het systeem van de groene kaart.

2. Vrijheid van dienstverlening en vrijheid van vestiging

In overeenstemming met de Europese wetgeving is de toegang tot de activiteiten van verzekeringsondernemingen onderworpen aan een voorafgaande vergunning die toegekend moet worden door de toezichhoudende autoriteit van een lidstaat. Dergelijke vergunning voor een specifieke verzekeringstak moet geldig zijn voor de hele Gemeenschap (alle lidstaten).

Op die manier kan een verzekeraar die in zijn eigen lidstaat (de lidstaat van herkomst) de vergunning heeft verkregen voor verzekeringen BA-motorrijtuigen (tak 10), verzekeringen BA-motorrijtuigen aanbieden in een andere lidstaat (de lidstaat van ontvangst) of andere lidstaten door middel van:

- * het recht van vestiging of de vrijheid van vestiging (VVV), wat betekent dat de verzekeringsactiviteiten worden uitgeoefend via een bijkantoor dat gelegen is in de lidstaat van ontvangst. Het bijkantoor is geen aparte rechtspersoon die verschilt van die van de verzekeringsonderneming;

- * de vrijheid van dienstverrichting of de vrijheid van dienstverlening (VVD), wat betekent dat de activiteiten rechtstreeks vanuit het hoofdkantoor van de verzekeringsonderneming worden uitgeoefend in de lidstaat van ontvangst.

Op die manier is het zelfs mogelijk dat een verzekeringsonderneming geen verzekeringsactiviteiten uitoefent in de lidstaat van herkomst, maar alleen actief is in het kader van de VVD of VVV in andere lidstaten (van ontvangst).

3. Gevolgen voor het systeem van de groene kaart

Dezelfde Europese wetgeving verplicht verzekeringsondernemingen die actief zijn in het kader van de VVD of VVV om lid te zijn van en deel te nemen aan de financiering van het nationaal Bureau en het nationaal waarborgfonds van de lidstaat van ontvangst.

Om slachtoffers van ongevallen te beschermen, zijn verzekeringsondernemingen die actief zijn in het kader van de VVD of VVV verplicht een vertegenwoordiger aan te duiden die zijn woonplaats of vestiging heeft op het grondgebied van de lidstaat van ontvangst en die over voldoende bevoegdheden beschikt om de verzekeringsonderneming ten opzichte van de slachtoffers van verkeersongevallen te vertegenwoordigen. Voor de duidelijkheid moet de functie van vertegenwoordiger in dit verband worden onderscheiden van de functie van *schaderegelaar* in de zin van artikel 21 van de gecodificeerde versie van de richtlijn motorrijtuigenverzekering (richtlijn 2009/103/EG van 16 september 2009).

Sommige lidstaten vereisen dat de verzekeringsondernemingen alleen lid moeten zijn van het nationaal Bureau van die lidstaat als de verzekering BA-motorrijtuigen wordt aangeboden in die lidstaat. Op die manier is het mogelijk dat een verzekeringsonderneming, die haar vergunning in de lidstaat van herkomst heeft verkregen, geen verzekering BA-motorrijtuigen aanbiedt in die lidstaat van herkomst, maar alleen actief is in het kader van de VVD of VVV in andere lidstaten. Ze zal dan niet verplicht zijn om lid te zijn van het nationaal Bureau van de lidstaat van herkomst. Anderzijds zal het dan wel noodzakelijk zijn om lid te worden van het nationaal Bureau van de lidstaat van ontvangst.

In het kader van het systeem van de groene kaart kunnen verzekeraars BA-motorrijtuigen *correspondenten* benoemen in andere landen die ook deelnemen aan het systeem van de groene kaart. Dergelijke benoeming is niet alleen mogelijk voor de activiteiten die worden uitgeoefend in de lidstaat van herkomst, maar de verzekeringsonderneming kan ook correspondenten benoemen voor de activiteiten die worden uitgeoefend in lidstaten van ontvangst in het kader van de VVD of VVV.

4. Behoeftte aan duidelijkheid / vermindering van verwarring

De Raad van Bureaus wil de transparantie in de benoemingen van correspondenten vergroten en verwarring vermijden bij de slachtoffers van verkeersongevallen die de bevoegde correspondent van een verzekeraar willen vinden in het land waar het ongeval heeft plaatsgevonden. Om dat doel te bereiken, draagt de Raad van Bureaus aan de verzekeringsondernemingen op om slechts één en dezelfde correspondent te benoemen in een bepaald land, zij het voor de activiteiten van de verzekeraar BA-motorrijtuigen die worden uitgeoefend in de lidstaat van herkomst of voor de activiteiten van de verzekeraar die worden uitgeoefend in een lidstaat van ontvangst in het kader van de VVD of VVV.

Op die manier worden situaties vermeden waarin een en dezelfde verzekeringsonderneming in hetzelfde land vertegenwoordigd zou worden door twee verschillende correspondenten, al naargelang het voertuig dat het ongeval veroorzaakt verzekerd is door de verzekeringsonderneming die actief is in haar lidstaat van herkomst of in een andere lidstaat in het kader van de VVD of VVV.

Om deze redenen zijn verzekeringsondernemingen verplicht om ervoor te zorgen dat er slechts één en dezelfde correspondent wordt benoemd in een bepaald land, zij het voor de activiteiten van de verzekeraar die worden uitgeoefend in de eigen lidstaat waar hij zijn hoofdkantoor heeft (de lidstaat van herkomst) of voor de activiteiten die worden uitgeoefend in het kader van de vrijheid van dienstverlening (VVD) of vrijheid van vestiging (VVV) in een andere lidstaat (de lidstaat van ontvangst).

5. Gevolgen voor de praktische aspecten met betrekking tot de benoeming van correspondenten

"Enkel de bureaus zijn gerechtigd, op aanvraag van één van hun leden, om de aanvraag tot erkenning van een correspondent gevestigd in het land van een bepaald bureau over te maken aan dat laatste bureau" volgens artikel 4.3 van het Algemeen Reglement (AR).

Het nationaal Bureau van het land waar de correspondent moet worden erkend is het best geplaatst om toe te zien op de regel dat slechts één correspondent kan worden benoemd in zijn land voor een en dezelfde verzekeraar (hetzij handelend in zijn lidstaat van herkomst of een andere lidstaat, in het kader van de VVD of VVV). De Raad van Bureaus is van mening dat dit nationaal Bureau dit principe beter kan controleren dan het nationaal Bureau van de lidstaat van herkomst of dat van de lidstaat van ontvangst.

Het nationaal Bureau van de lidstaat van herkomst is minder geschikt om toe te zien op deze uniformiteit, omdat:

- in de geest van artikel 4.3 van het AR de aanvraag tot erkenning van een correspondent moet afkomstig zijn van het Bureau van het land waar "de verzekeringsactiviteiten worden bedreven". Bij verzekeringsactiviteiten uitgeoefend in het kader van de VVD of VVV is dit het Bureau van de lidstaat van ontvangst. Indien nodig, is het dit Bureau dat het waarborgend Bureau zal zijn volgens de regels van het systeem van de groene kaart;
- in sommige gevallen is de verzekeringsonderneming alleen actief in andere lidstaten in het kader van de VVD of VVV en voert ze geen activiteiten BA-motorrijtuigen uit in de lidstaat van herkomst zelf. Aangezien er lidstaten zijn die alleen eisen dat de verzekeraars lid zijn van het Bureau in het geval dat activiteiten BA-motorrijtuigen worden uitgeoefend in die lidstaat, is het mogelijk dat het Bureau van de lidstaat van herkomst zelfs geen juridische band heeft met de verzekeringsonderneming, omdat de verzekeraar niet een van de leden van het Bureau is. In dat geval kan het Bureau geen aanvraag tot erkenning van een correspondent overmaken, omdat dat in strijd zou zijn met artikel 4.3 van het AR, dat bepaalt dat een Bureau alleen een dergelijke aanvraag kan overmaken voor zijn leden.

Het nationaal Bureau van de lidstaat van ontvangst is ook minder geschikt om toe te zien op de uniformiteit, omdat het niet weet in welke andere lidstaten de verzekeringsonderneming nog actief kan zijn.

Aangezien het nationaal Bureau van het land waar de correspondent moet worden erkend het best geplaatst is om toe te zien op de uniformiteit, heeft de Raad van Bureaus de volgende beslissing genomen in 2012:

De volgende procedure zal van toepassing zijn wanneer de benoeming van een correspondent wordt aangevraagd:

Indien het Bureau, dat de benoeming van een correspondent moet erkennen, verneemt dat de verzekeringsonderneming, hetzij voor haar activiteiten in de lidstaat van herkomst of voor haar bijkantoor of in het kader van de vrijheid van dienstverlening, reeds een andere correspondent heeft benoemd in hetzelfde land, zal het de tweede benoeming weigeren en het Bureau dat om deze benoeming heeft gevraagd dienovereenkomstig inlichten.

Het aldus ingelicht Bureau zal dan aan zijn lid vragen om te beslissen over de benoeming van één enkele correspondent voor al zijn activiteiten

Toelichting:

Verzekeringsondernemingen kunnen actief zijn in andere landen dan hun lidstaat van herkomst in het kader van de vrijheid van vestiging (door middel van een bijkantoor) of de vrijheid van dienstverlening (VVD). In beide gevallen is de verzekeringsonderneming verplicht om zich aan te sluiten bij het Bureau van de lidstaat waar de verzekeringsactiviteiten worden uitgeoefend. Noch het bijkantoor, noch de activiteit in het kader van de VVD vormt een rechtspersoon in dat land. De enige rechtspersoon is de verzekeringsonderneming. Hieruit volgt dat alleen de verzekeringsonderneming de benoeming van een correspondent kan aanvragen. In het belang van transparantie voor de slachtoffers zou eender welke verzekeraar slechts één correspondent mogen benoemen in een ander land.

Het Bureau van het land van de benoemde correspondent is het beste geplaatst om te bepalen of een verzekeringsonderneming voorstelt om meer dan een correspondent te benoemen en om actie te ondernemen. Het is ook in zijn belang om actie te ondernemen met het oog op de positie van slachtoffers van ongevallen op zijn grondgebied.

Het zal in een dergelijke situatie de benoeming van de tweede correspondent weigeren en het Bureau dat deze benoeming heeft aangevraagd op de hoogte brengen. Dat Bureau zal dan contact opnemen met zijn lid en het vragen om in zijn organisatie de benoeming van zijn correspondenten te harmoniseren.

De tekst van deze beslissing is opgenomen in de toelichting bij het Algemeen Reglement, in artikel 4.1.

6. Instructies voor verzekeraars

Om de goede werking van de hierboven uiteengezette regels te waarborgen, zijn de verzekeraars verplicht om de volgende instructies te volgen bij het aanvragen van de erkenning van een correspondent:

- Het is in de eerste plaats het hoofdkantoor van de verzekeringsonderneming dat moet toezien op de uniformiteit bij de benoeming van correspondenten. De verzekeraar is het best geplaatst om dit benoemingsproces te coördineren en ervoor te zorgen dat de erkenning van slechts één correspondent per land wordt aangevraagd.
- De aanvraag tot erkenning van een correspondent moet worden overgemaakt door het Bureau waar de activiteiten worden uitgeoefend waarvoor de verzekeraar een correspondent wenst te benoemen, dat fungeert als waarborgend Bureau. Dit is:
 - ☞ het Bureau van de lidstaat van herkomst voor de activiteiten van de verzekeraar die worden uitgeoefend in de lidstaat van herkomst;
 - ☞ het Bureau van de lidstaat van ontvangst voor de activiteiten van de verzekeraar die worden uitgeoefend in het kader van de VVD of VVV in de lidstaat van ontvangst.
- In het geval dat de aanvraag tot erkenning van een correspondent betrekking heeft op de activiteiten van een verzekeraar die actief is in een lidstaat in het kader van de VVD of VVV, moet de aanvraag vergezeld gaan van een brief van het hoofdkantoor van de verzekeraar in de lidstaat van herkomst, die de aangevraagde benoeming goedkeurt. Op die manier heeft het goedkeurende Bureau de zekerheid dat het hoofdkantoor op de hoogte is van de benoeming en dat de benoemingen gecoördineerd moeten worden.
- In geval van niet-naleving van de regel van uniforme benoeming van een correspondent kan het Bureau van het land waar het ongeval zich heeft voorgedaan (het Bureau van behandeling) beslissen over de behandeling en de afwikkeling van een schade-eis van een correspondent in overeenstemming met artikel 4.5 van het AR.

Nomination of correspondents by insurers operating under Freedom to provide Services or Freedom of Establishment

Guidelines

1. Executive summary

According to European legislation, insurance undertakings can perform insurance activities in their own Member State where they have their head office as well as in other Member States. In other Member States than the one where they have their head office, they can operate under Freedom to provide Services (FOS) or under Freedom of Establishment (through a branch office; FOE).

Under the Green Card System, Motor Third Party Liability (MTPL) insurers can nominate correspondents in other countries participating in the Green Card System.

Having regard to the FOS and FOE system, MTPL insurers can thus nominate correspondents in other countries, both for the own activities, performed in the own Member State and for their operations in other Member States under FOS or FOE.

In order to avoid confusion, the Council of Bureaux instructs MTPL insurers only to nominate one and the same correspondent in a specific country, be it for the insurer's activities performed in the own Member State where they have their head office ("the home Member State") or for the activities performed under FOS or FOE in another Member State ("the host Member State").

This paper explains the practical consequences of this principle for insurers, wishing to nominate correspondents in other countries participating in the Green Card System.

2. Freedom to provide Services and Freedom of Establishment

In accordance with European law, the taking-up of the business of insurance is subject to prior authorisation, which is to be given by a Member State's supervisory authority. Such authorisation for a specific class of insurance activities is to be valid for the entire Community (all Member States).

In that way, an insurer having received authorisation in its own Member State (the home Member State) for MTPL insurance (class 10) can offer MTPL insurance in another Member State (the host Member State) or other Member States by way of:

- the right of establishment or Freedom of Establishment (FOE), which means that the insurance activities are performed via a branch, located in the host Member State. The branch does not have a separate legal personality distinct from the insurance undertaking;
- the freedom to provide services or Freedom of Services (FOS), which means that activities are performed in the host Member State directly from the insurance undertaking's head office.

In that way, it is even possible that an insurance undertaking does not perform any insurance activities in the home Member State but is merely active under FOS or FOE in other (host) Member States.

3. Consequences for the Green Card System

The same European legislation requires insurance undertakings operating by way of FOS or FOE to be a member of and participate in the financing of the host Member State's national Bureau and national Guarantee Fund.

In order to protect victims of accidents, insurance undertakings operating by way of FOS or FOE are required to appoint a representative, resident or established in the host Member State's territory and who shall have sufficient powers to represent the insurance undertaking in relation to victims of road traffic accidents. For the sake of clarity, the function of *representative* in this context is to be distinguished from the function of a *claims representative* in the sense of Article 21 of the Codified Motor Insurance Directive (Directive 2009/103/EC of 16 September 2009).

Certain Member States only require insurance undertakings to be a member of that Member State's national Bureau if MTPL insurance is offered in that Member State. In that way it is possible that an insurance undertaking, having received its authorisation in the home Member State, does not offer any MTPL insurance in that home Member State but merely operates under FOS or FOE in other Member States. It will then not be required to be a member of the home Member State's national Bureau. On the other hand, it will necessarily have to be a member of the host member State's national Bureau.

Under the Green Card System, MTPL insurers can nominate correspondents in other countries also participating in the Green Card System. Such nomination is possible not only for the activities performed in the home Member State, but the insurance undertaking can also nominate correspondents for the activities performed in host Member States under FOS or FOE.

4. Need for clarity / avoiding confusion

The Council of Bureaux wishes to increase transparency in the nominations of correspondents and is willing to avoid confusion for victims of road traffic accidents who want to find the competent correspondent of an insurer in the country where the accident occurred. In order to obtain that goal, the Council of Bureaux instructs insurance undertakings only to appoint one and the same correspondent in a given country, being it for the insurer's MTPL activities performed in the home Member State or for the insurer's activities performed in a host Member State under FOS or FOE.

In that way, situations are avoided in which one and the same insurance undertaking would be represented in the same country by two different correspondents, depending on whether the vehicle causing the accident is insured by the insurance undertaking active in its home Member State or in another Member State under FOS or FOE.

For these reasons, insurance undertakings are requested to make sure that they only nominate one and the same correspondent in a specific country, be it for the insurer's activities performed in the own Member State where they have their head office (the home Member State) or for the activities performed under Freedom to provide Services (FOS) or Freedom of Establishment (FOE) in another Member State (the host Member State).

5. Consequences for the practicalities to nominate correspondents

According to Article 4.3 Internal Regulations (IR), *"only a bureau shall have the authority, on the request of one of its members, to send to another bureau a request for approval of a correspondent established in the country of that bureau"*.

The national Bureau of the country where the correspondent is to be approved is the best in place to watch over the rule that only one correspondent can be nominated in its country for one and the same insurer (either acting in its home Member State or in other Member State, under FOS or FOE). The Council of Bureaux considers that this national Bureau can better control this principle than the national Bureau of the home Member State or of the host Member State.

The national Bureau of the home Member State is less appropriate to watch over this uniformity because:

- in the spirit of Article 4.3 IR, the request for approval of a correspondent is to come from the Bureau where the "insurance activities originate from". In case of insurance activities performed under FOS or FOE, this is the Bureau of the host Member State. In case of necessity, it is this Bureau who will be the guaranteeing Bureau under the rules of the Green Card System;
- in some cases, the insurance undertaking is merely operating in other Member States by way of FOS or FOE and does not perform any MTPL insurance activities in the home Member State itself. Since there are Member States that only require insurers to be a member of the Bureau in case MTPL insurance activities are performed in that Member State, it is possible that the Bureau of the home Member State does not even have any legal relationship with the insurance undertaking, because the insurer is not one of the Bureau's members. In that case, the Bureau can't send any request for approval of a correspondent, because that would be in violation of Article 4.3 IR, which sets out that a Bureau can only send such a request for its members.

The national Bureau of the host Member State is also less appropriate to watch over the uniformity because it does not know in what other Member States the insurance undertaking may still be active.

As the national Bureau of the country where the correspondent is to be approved is the best in place to watch over the uniformity rule, the Council of Bureaux has taken the following decision in 2012:

The following procedure shall apply if the nomination of a correspondent is requested:

If it comes to the knowledge of the Bureau which has to approve the nomination of a correspondent that the insurance undertaking, either for its activities in the Home Member State or for its branch office or under freedom of service, has already nominated another correspondent in the same country, it shall refuse the later nomination and it shall inform the Bureau which requested this nomination accordingly.

The Bureau thus informed shall then invite its member to decide on the nomination of a single correspondent for all its activities in the said country.

Explanation:

Insurance undertakings can operate in other countries than their Home Member State under freedom of establishment (through a branch office) or freedom to provide services (FOS). In both options the insurance undertaking is required to join the Bureau of the Member State where insurance activities are performed. Neither the branch office, nor the activity under FOS constitutes a legal entity in that country. The only legal entity is the insurance undertaking. It follows that only the insurance undertaking can require the nomination of a correspondent. In the interest of transparency for victims, any one insurer should only be able to nominate one correspondent in another country.

The Bureau of the country of the nominated correspondent is in the best position to identify that an insurance undertaking proposes to nominate more than one correspondent and to take action. It is also in its interest to take action in view of the position of victims of accidents in its territory.

It will in such a situation refuse the nomination of the second correspondent and inform the Bureau which requested this nomination. That Bureau will then contact its member and invite it to harmonise the nomination of its correspondents in its own organisation.

The text of this decision has been inserted in the Explanatory Memorandum to the Internal Regulations, under Article 4.1.

6. Instructions for insurers

In order to ensure the smooth functioning of the rules set out above, insurers are required to observe the following instructions when requesting the approval of a correspondent:

- It is in the first place the insurance undertaking's head office that should watch over the uniformity in the nomination of correspondents. The insurer is the best in place to coordinate this nomination process and to ensure that the approval of only one correspondent per country is requested for;
- The request for approval of a correspondent is to be made by the Bureau where the activities are performed for which the insurer wishes to nominate a correspondent, which operates as guaranteeing Bureau. This means:
 - ☞ The Bureau of the home Member State for the insurer's activities performed in the home Member State;
 - ☞ The Bureau of the host Member State for the insurer's activities performed under FOS or FOE in the host Member State.
- In case the request for approval of a correspondent relates to the activities of an insurer acting in a host Member State under FOS or FOE, the request should be accompanied by a letter of the insurer's head office in the home Member State, approving the requested nomination. In that way, the approving Bureau has certainty that the head office is aware of the nomination and that the nominations should be coordinated.
- In case of non-compliance with the rule of uniform nomination of a correspondent, the Bureau of the country of accident (the handling Bureau) can decide to take over the handling and settlement of a claim from a correspondent in accordance with Article 4.5 IR.